

In Extenso

In Extenso IDF Audit

63 ter avenue Edouard Vaillant
CS 80137
92517 Boulogne Billancourt cedex

Tél. : 01 69 11 66 66
Fax : 01 69 11 66 40
www.inextenso.fr
www.reussir-au-quotidien.fr

GLOBAL BIONERGIES

Société Anonyme

5 rue Henri Desbruères
91000 EVRY

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31/12/2021

GLOBAL BIONERGIES

Société Anonyme
5 rue Henri Desbruères
91000 EVRY

Rapport du commissaire aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31/12/2021

Aux actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Société GLOBAL BIONERGIES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

En l'absence d'obligation de la société de produire des comptes consolidés, ces comptes ont été établis volontairement et ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration le 12 avril 2022. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

La crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France aux vérifications spécifiques prévues par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe arrêté le 12 avril 2022.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

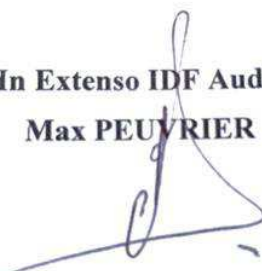
▪

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lisses, le 21 avril 2022

Le Commissaire aux Comptes

In Extenso IDF Audit
Max PEUVRIER



États financiers

Bilan consolidé

Libellé		2021	2020
Capital souscrit non appelé			
Ecart d'acquisition	1	715 541	954 055
Immobilisations corporelles et incorporelles	2	2 618 720	1 719 921
Immobilisations financières et titres mis en équivalence	3	1 544 461	1 210 625
Actif immobilisé		4 878 722	3 884 601
Stocks et en-cours	4	2 042 952	1 966 814
Clients et comptes rattachés	5	16 741	19 619
Impôts différés			
Autres créances et comptes de régularisation	5	3 768 891	5 075 981
Valeurs mobilières de placement		146 650	360 189
Disponibilités	6	20 931 482	14 490 865
Actif circulant		26 906 716	21 913 467
Total Actif		31 785 438	25 798 069
Capital		743 285	506 616
Primes liées au capital		29 288 553	96 022 410
Ecart de réévaluation			
Réserves (part du groupe)		(4 697 067)	(81 291 557)
Résultat net (Part du groupe)		(11 773 023)	(11 148 180)
Capitaux propres (Part du groupe)		13 561 748	4 089 289
Intérêts minoritaires			
Autres fonds propres		5 101 551	5 144 051
Total des capitaux propres		18 663 299	9 233 340
Ecart d'acquisition	1		
Provisions		60 788	183 257
Impôts différés			
Provisions et impôts différés		60 788	183 257
Dettes financières	7	7 352 740	8 067 643
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8	3 520 386	2 698 218
Autres dettes et comptes de régularisation	8	2 188 225	5 615 611
Dettes		13 061 351	16 381 472
Total Passif		31 785 438	25 798 069

Compte de résultat consolidé

Libellé		2021	2020
Chiffre d'affaires	9	100 935	63 846
Autres produits d'exploitation	10	3 780 435	3 212 352
Produits d'exploitation		3 881 370	3 276 198
Achats consommés	11	(680 747)	282 605
Charges externes	12	(10 155 572)	(9 223 436)
Impôts et taxes	13	(47 396)	(54 532)
Charges de personnel	14	(4 090 598)	(4 057 650)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	15	(2 016 468)	(3 279 386)
Charges d'exploitation		(16 990 781)	(16 332 399)
Résultat d'exploitation		(13 109 411)	(13 056 202)
Produits financiers	16	27 489	62 320
Charges financières	17	(158 487)	(246 219)
Résultat financier		(130 998)	(183 899)
Opérations en commun			
Résultat courant des entreprises intégrées		(13 240 409)	(13 240 101)
Produits exceptionnels	18	287 973	364 930
Charges exceptionnelles	19	(289 608)	(298 627)
Résultat exceptionnel		(1 634)	66 303
Charges d'impôts	20	1 707 534	2 264 133
Résultat net des entreprises intégrées		(11 534 510)	(10 909 666)
Dotations aux amortissements, dépréciations des écarts d'acquisition		(238 514)	(238 514)
Résultat net des activités abandonnées			
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence			
Résultat net de l'ensemble consolidé		(11 773 023)	(11 148 180)
Intérêts minoritaires			
Résultat net (part du groupe)		(11 773 023)	(11 148 180)
Nombre d'actions		14 865 693	10 132 311
Résultat par action		(0,79)	(1,10)

Tableau de flux de trésorerie consolidé

Libellé	2021	2020
Résultat net total des entités consolidées	(11 773 023)	(11 148 180)
Dotations / Reprises aux amortissements, prov. et dépréciations	1 189 485	3 438 640
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs	35 566	24 938
Marge brute d'autofinancement	(10 547 972)	(7 684 602)
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)	(1 327 993)	(2 997 771)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'EXPLOITATION (I)	(11 875 966)	(10 682 373)
Acquisitions d'immobilisations	(2 845 838)	(607 519)
Cessions d'immobilisations	3 500	
Réduction des autres immobilisations financières	351 714	
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'INVESTISSEMENT (II)	(2 490 624)	(607 519)
Émissions d'emprunts	1 100 000	4 902 989
Remboursements d'emprunts	(1 340 761)	(1 164 643)
Apport en compte courant d'associé		253
Augmentations / réductions de capital	21 463 927	5 860 822
Frais d'augmentation de capital imputés sur prime	(86 080)	(118 556)
Variation nette des concours bancaires	(18)	
FLUX NET DE TRESO. GENERALE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT(III)	21 137 068	9 480 865
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)	6 770 478	(1 809 027)
Trésorerie : ouverture	14 214 089	16 023 126
Trésorerie : ouverture	14 214 089	16 023 126
Trésorerie : clôture	20 984 567	14 214 089

Variations des capitaux propres

Libellé	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Auto-contrôle	Réserves de conversion groupe	Résultat net (Part du groupe)	Capitaux propres (Part du groupe)	Intérêts minoritaires
2020	506 616	96 022 410	(81 291 557)			(11 148 180)	4 089 289	
Affectation du résultat N-1			(11 148 180)			11 148 180		
Var. de capital en numéraire et souscrip	236 669	21 141 178					21 377 847	
Résultat						(11 773 023)	(11 773 023)	
Elimination marges internes sur stock			51 412				51 412	
Reclassement		(87 875 035)	87 875 035	(183 777)			(183 777)	
Autre	0	(0)	(0)			(0)	(1)	
2021	743 285	29 288 553	(4 513 290)	(183 777)		(11 773 023)	13 561 748	

Préambule

Ces comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 02/03/2022.

L'exercice 2021 a été marqué par les évènements marquants suivants :

- En janvier 2021, la société a choisi de mettre en place une seconde ligne de financement en fonds propres avec KEPLER CHEVREUX. Sur l'année, 1 217 338 BSA ont été exercés, entraînant un versement total de 7 867 k€ (61 k€ de capital et 7 806 k€ de prime d'émission)
- Lancement commercial de la marque de maquillage LAST le 14 juin 2021. LAST est la première gamme de maquillage longue durée fabriquée exclusivement à partir de ressources naturelles et végétales.
- Le 15 juin 2021, organisation du 1er vol international (entre Sarrebruck, en Allemagne, et Reims, en France) d'un avion alimenté par de l'essence renouvelable à plus de 97%.
- Le 14 décembre 2021, réalisation d'une levée de fonds de 14,5 millions d'euros, dont notamment 1 million d'euros via la plateforme PrimaryBid (offre au public destinée aux particuliers). Cette offre PrimaryBid est la deuxième opération de ce type opérée en France.
- L'ensemble des achats d'équipements (dont le rapatriement de la cuve de 5 000 L pour 1,4 m€ depuis le site de Leuna, détenue précédemment par Global Bioenergies GmbH) et des travaux d'ingénierie destinés à la mise en place d'une nouvelle filière de production s'appuyant sur un procédé de production en deux étapes et localisée sur le site de Pomacle-Bazancourt (51) a été comptabilisé en immobilisations en cours au 31 décembre 2021. Sa mise en service doit débiter au cours de l'année 2022.
- Au 31 décembre 2021, les titres (25 k€) et les créances rattachées (1 529 k€) de la filiale Global Bioenergies GmbH ont été dépréciés à 100%.

Méthodes et principes de consolidation

Principes généraux

Le groupe n'atteignant pas les seuils légaux obligeant à la présentation de comptes consolidés, ceux-ci ont été établis volontairement.

Les comptes consolidés sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur en France selon les dispositions de la loi du 3 janvier 1985, du décret d'application du 17 février 1986 et du règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable. Le règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable a été modifié par le règlement ANC 2016-08 du 2 décembre 2016.

Les états financiers sont présentés en euros, sauf indication contraire.

Périmètre de consolidation

Nom et forme	Siège et Siren	% contrôle	Méthode de consolidation	Secteur d'activité
SA GLOBAL BIOENERGIES	EVRY (91) N° 508 596 012	Société consolidante		Recherche-développement
GLOBAL BIOENERGIES Gmbh	LEUNA (Allemagne)	100%	Intégration globale	Recherche-développement
SA IBN-One	EVRY (91) n° 810 716 704	50%	Intégration proportionnelle	Recherche-développement
IBN-Two GmbH	LEUNA (Allemagne)	100%	Intégration globale	Recherche-développement

Opérations et comptes réciproques

Les opérations et comptes réciproques entre les sociétés du groupe ont été éliminés.

Ecart d'acquisition

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition. La valeur d'entrée des éléments identifiables de l'actif et du passif est évaluée en fonction de l'usage prévu par l'entreprise consolidante.

Cet écart d'acquisition peut, selon la méthode retenue, soit :

- Être amorti sur une durée entre 5 et 15 ans selon l'avantage économique procuré
- Ne pas être amorti et doit faire l'objet de test de dépréciation chaque année.

La méthode retenue dans les comptes consolidés est celle d'un amortissement linéaire sur 5 ans.

Immobilisations

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation prévue pour chaque bien.

Les dispositions relatives au règlement CRC 04-16 sur les actifs et au règlement CRC 02-10 relatif aux amortissements et à la dépréciation des actifs ont été mis en œuvre depuis 2005.

Les biens financés au moyen de contrats de crédits-bails ont été retraités, et présentés sous forme d'immobilisations amortissables à l'actif et dettes auprès d'établissements de crédit. Les redevances ont été éclatées entre dotations aux amortissements des immobilisations et charges financières.

Frais de recherche et développement

Le groupe Global Bioenergies a choisi de comptabiliser les frais de recherche et développement en charges, et n'a donc pas opté pour l'inscription à l'actif de ses frais de recherche et développement.

Stocks

Les stocks sont évalués au coût de revient avec application de la méthode du coût unitaire moyen pondéré

En cas de perte de valeur, une provision pour dépréciation est comptabilisée. Cette provision est égale à la différence entre la valeur brute (déterminée selon les modalités indiquées ci-dessus) et le cours du jour ou la valeur de réalisation du stock.

Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise et stock-options

Les bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise et les stock-options attribués n'ont fait l'objet d'aucun retraitement dans les états consolidés. En conséquence, il n'existe aucun impact sur les capitaux propres.

Attribution de BSPCE – BSA – BEA – Actions Gratuites

Plans d'attribution	Nombre de bons restant à exercer au 31/12/2021	Nombre d'actions correspondantes	Date butoir d'exercice
BSA 10-2012	9 900	9 900	29/10/2022
BSA A01-2014	8 000	8 000	07/01/2024
BSA 07-2014	3 000	3 000	02/07/2024
BSPCE A07-2014	6 200	6 200	02/07/2024
BSPCE B07-2014	1 500	1 500	02/07/2024
BSA A01-2015	6 000	6 000	12/01/2025
BSA B01-2015	750	750	12/01/2025
BSPCE A01-2015	6 991	6 991	12/01/2025
BSPCE B01-2015	14 819	14 819	12/01/2025
BSPCE A10-2015	7 500	7 500	13/10/2025
BSPCE B10-2015	4 955	4 955	13/10/2025
BSA A10-2015	400	400	13/10/2025
BSA B10-2015	1 000	1 000	13/10/2025
BSPCE A02-2016	30 000	30 000	15/02/2026
BSA A09-2016	1 300	1 300	21/09/2026
BSA B09-2016	3 000	3 000	21/09/2026
BSPCE 09-2016	15 200	15 200	21/09/2026
BSA BKN T6	14 975	14 975	16/01/2022
BSA BKN T7	15 592	15 592	12/02/2022
BSA 02-2017	1 500	1 500	21/02/2027
BSA BKN T8	16 728	16 728	12/03/2022
BSA BKN T9	16 666	16 666	10/04/2022
BSA BKN T10	18 450	18 450	14/05/2022
BSA BKN T11	18 518	18 518	18/06/2022
BSA BKN2 T1	14 476	14 476	26/06/2022
BSA BKN2 T2	18 182	18 182	26/07/2022
BSPCE A09-2017	5 334	5 334	28/09/2027
BSPCE B09-2017	2 000	2 000	28/09/2027
BSA 09-2017	2 000	2 000	28/09/2027
BSA 04-2019	20 000	20 000	17/04/2029
AGA MARS 2020	16 837	16 837	NA
BSA 09-2020	16 666	16 666	16/09/2030
AGA NOV 2020	15 070	15 070	NA
BSA II KEPLER	1 378 951	1 378 951	24/08/2022
AGA JAN 2021	9 406	9 406	NA
BSPCE 04-2021	230 000	230 000	18/04/2031
BSPCE 06-2021	40 000	40 000	31/05/2031
BSPCE B06-2021	75 000	75 000	17/06/2031
BSPCE 09-2021	10 000	10 000	27/09/2031
AGA OCT 2021	31 706	31 706	NA
TOTAL	2 108 572	2 108 572	

Impôts différés

Les retraitements donnent lieu, entité fiscale par entité fiscale, au calcul des impositions différées en fonction de la situation fiscale globale de chacune d'elles. Les actifs et passifs d'impôts différés résultent de toute différence temporaire entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa valeur fiscale.

Le solde d'impôt actif est comptabilisé, le cas échéant, si la récupération est considérée comme probable à court et moyen terme.

Le taux d'impôt retenu correspond au taux de réalisation prévu.

Considérés comme non significatifs à date, les impôts différés ne font pas l'objet de retraitements.

Les déficits reportables s'élèvent à plus de 126,1 millions d'euros et ne sont pas activés, du fait de pertes récentes.

Indemnité de fin de carrière

Les engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite sont évalués, à la clôture de l'exercice, selon la méthode prospective recommandée par le Conseil National de la Comptabilité. Cette méthode consiste à proratiser les droits qui seront acquis en fin de carrière en fonction de l'ancienneté constatée à la date d'évaluation pour tous les salariés présents. Les salaires sont projetés en fin de carrière en prenant comme hypothèse un taux de progression de 2% par an.

Les autres hypothèses de calcul retenues sont les suivantes :

- ✓ taux d'actualisation : 0,75 % (inflation comprise)
- ✓ taux de croissance des salaires : 2%
- ✓ âge de départ à la retraite : 62 ans
- ✓ table de mortalité : Table INSEE TV 88-90
- ✓ taux de turnover :
 - Cadre : 1%
 - Non cadre : 1%

Provision pour risque et charges

Des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) de la société à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources non représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Aides à l'innovation

Le groupe perçoit des subventions de la Commission Européenne et les porte au résultat en fonction de l'avancement des dépenses.

Notes annexes sur les postes du bilan

Annexe 1 - Ecart d'acquisition (goodwill)

Libellé	2020	2021	Entrées de périmètre	Sorties de périmètre	Dotations	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Ecart d'acquisition	1 192 568	1 192 568						
Amortissements des écarts d'acquisition	(238 514)	(477 027)			(238 514)			
Valeur nette	954 055	715 541			(238 514)			

Pour les parts des sociétés filiales ayant été souscrites à l'origine par la SA Global Bioenergies, aucun écart d'acquisition n'a été constaté.

Pour la société Syngip BV, un écart d'acquisition de 1 193 k€ a été constaté, correspondant à la différence entre le coût d'acquisition (875 k€) et la valeur des capitaux propres de la société Syngip BV lors de l'acquisition (- 318 k€), amorti sur 5 ans à compter du 1er janvier 2020.

Annexe 2.1 Valeurs brutes des immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	2020	2021	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Cession internes
Concessions, brevets et droits similaires	324 321	406 684	82 364				
Autres immobilisations incorporelles	(0)	(0)					
Immobilisations incorporelles en cours		9 859	9 859				
Immobilisations incorporelles	324 320	416 542	92 222				
Constructions	2 676			(2 676)			
Constructions sur sol d'autrui	463 220	463 220					
Installations techniques, matériel & outillage	16 976 072	7 816 021	(1 264 910)	(9 295 141)			1 400 000
Autres immobilisations corporelles	507 299	592 756	165 117	(79 659)			
Immobilisations corporelles en cours	128 833	1 896 693	3 167 860				(1 400 000)
Immobilisations corporelles	18 078 099	10 768 690	2 068 066	(9 377 476)			
Total	18 402 420	11 185 233	2 160 288	(9 377 476)			

Annexe 2.2 Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	2020	2021	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Concessions, brevets et droits similaires	(298 624)	(331 959)	(33 335)				
Amortissements des immobilisations incorporelles	(298 624)	(331 959)	(33 335)				
Constructions	(388)		(141)	529			
Constructions sur sol d'autrui	(371 326)	(390 346)	(19 020)				
Installations techniques, matériel & outillage	(15 650 073)	(7 471 567)	(1 010 150)	9 188 656			
Autres immobilisations corporelles	(362 087)	(372 640)	(53 293)	42 740			
Amortissements des immobilisations corporelles	(16 383 874)	(8 234 554)	(1 082 604)	9 231 925			
Amortissements sur actif immobilisé	(16 682 498)	(8 566 513)	(1 115 939)	9 231 925			

Annexe 3.1 Valeurs brutes des actifs financiers

Libellé	2020	2021	Augmentation	Diminution	Variation de la situation nette MEE	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Correction
Titres de participation	15 000							(15 000)
Dépôts et cautionnements versés	1 210 625	1 544 461	685 549	(351 714)				
Immobilisations financières	1 225 625	1 544 461	685 549	(351 714)				(15 000)
Titres mis en équivalence								
Actifs financiers	1 225 625	1 544 461	685 549	(351 714)				(15 000)

Annexe 3.2. Dépréciation des actifs financiers

Libellé	2020	2021	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Correction
Titres de participation	(15 000)						15 000
Dépréciations sur immobilisations financières	(15 000)						15 000
Dépréciations sur actif financier	(15 000)						15 000

Annexe 4. Stocks et en-cours

Libellé	2021			2020
	Brut	Dépréciations	Net	Net
Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements	1 992 337	(636 745)	1 355 592	1 746 639
Produits intermédiaires finis	830 722	(143 361)	687 361	220 175
Stocks et en-cours	2 823 059	(780 106)	2 042 952	1 966 814

Annexe 5.1 Actif circulant

Libellé	2021			2020
	Brut	Provisions	Net	Net
Clients et comptes rattachés part < 1 an	16 741		16 741	19 619
Clients et comptes rattachés	16 741		16 741	19 619
Avances et acomptes versés sur commandes				82 574
Créances sur personnel & org. Sociaux part < 1 an	7 370		7 370	1 549
Créances fiscales hors IS part < 1an	1 181 226		1 181 226	1 167 752
Etat Impôt sur les bénéfices part < 1an	1 735 470		1 735 470	2 265 333
Comptes courants part < 1an	1 746		1 746	(1)
Autres créances part < 1an	581 711		581 711	1 275 315
Charges constatées d'avance part < 1 an	261 368		261 368	283 458
Compte d'ajustement (intragroupe bas de bilan)	0		0	0
Autres créances et comptes de régularisation	3 768 891		3 768 891	5 075 981
Actif circulant	3 785 631		3 785 631	5 095 600

Libellé	2021	2021		
		< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Clients et comptes rattachés part < 1 an	16 741	16 741		
Clients et comptes rattachés	16 741	16 741		
Créances sur personnel & org. Sociaux - part < 1 an	7 370	7 370		
Créances fiscales hors IS- part < 1an	1 181 226	1 181 226		
Etat Impôt sur les bénéfices - part < 1an	1 735 470	1 735 470		
Comptes courants - part < 1an	1 746	1 746		
Autres créances part < 1an	581 711	581 711		
Charges constatées d'avance part < 1 an	261 368	261 368		
Autres créances et comptes de régularisation	3 768 891	3 768 891		
Actif circulant	3 785 631	3 785 631		

Annexe 6. Trésorerie nette

Libellé	2021
Trésorerie active nette	21 078 132
VMP - Equivalents de trésorerie	177 301
Disponibilités	20 931 193
Intérêts courus non échus s/ dispo.	289
Dépréciations sur VMP - Equivalents de trésorerie	(30 651)
Trésorerie à court terme	21 078 132
Placements à court terme	183 777
Actions propres	183 777
Trésorerie passive assimilée à une dette	
Concours bancaires (dettes)	
Déduction des intérêts courus	(277 342)
Trésorerie à long terme	(93 565)
Trésorerie nette	20 984 567

Annexe 7. Dettes financières

Libellé	2020	2021	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Crédit bail	Variations de périmètre	Concours bancaires courant
Emprunts auprès établis. de crédit - non courant	151 059				(151 059)		
Emprunts auprès établis. de crédit - courant	5 436 974	5 132 745		(304 229)			
Autres emprunts et dettes assimilées - courant	1 845 193	1 908 652	1 100 000	(1 036 542)			
Intérêts courus sur emprunts	634 398	311 344	57 160	(380 214)			
Concours bancaires (dettes)	18						(18)
Dettes financières	8 067 643	7 352 740	1 157 160	(1 720 985)	(151 059)		(18)

Libellé	2021	< 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans
Emprunts auprès établis. de crédit - part < 1 an	5 132 745	232 745	4 900 000	
Autres emprunts et dettes assimilées - part < 1 an	1 908 652	738 652	1 170 000	
Intérêts courus sur emprunts	311 344	34 002	277 342	
Dettes financières	7 352 740	1 005 399	6 347 342	

Annexe 8. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation

Libellé	2020	2021
Dettes fournisseurs part < 1 an	2 698 218	3 520 386
Dettes fournisseurs	2 698 218	3 520 386
Dettes sociales part < 1 an	536 227	538 130
Dettes fiscales (hors IS) part < 1 an	824 002	647 190
Comptes courants groupe part < 1 an	2 583	2 636
Autres dettes part < 1 an	2 484 785	829 340
Produits constatés d'avance part < 1 an	1 768 015	170 930
Autres dettes et comptes de régularisation	5 615 611	2 188 225
Dettes fournisseurs, autres dettes et comptes de régularisation	8 313 829	5 708 611

Notes annexes sur les postes du compte de résultat

Annexe 9. Chiffre d'affaires

Libellé	2021	2020
Production vendue de biens	43 825	
Produits des activités annexes	57 110	63 846
Chiffre d'affaires	100 935	63 846

Annexe 10. Autres produits d'exploitation

Libellé	2021	2020
Production stockée	730 969	
Subventions d'exploitation	3 024 475	3 072 362
Rep./Prov. engagements de retraite	22 469	1 608
Transferts de charges d'exploitation	746	
Autres produits	1 775	138 382
Autres produits d'exploitation	3 780 435	3 212 352

Annexe 11. Achats consommés

Libellé	2021	2020
Achats d'études et prestations de services	(323 117)	(228 101)
Autres achats	(40 801)	(13 683)
Achats non stockés de matières et fournitures	(107 183)	(75 050)
Achat m.p., fournit. & aut. appro.	(403 932)	(749 553)
Var. stocks mp, fournit. & autres appro.	194 286	1 348 992
Achats consommés	(680 747)	282 605

Libellé	2021	2020
Sous-traitance	(4 718 726)	(3 540 511)
Locations immobilières et charges locatives	(544 409)	(588 207)
Locations mobilières et charges locatives	(47 006)	(47 913)
Entretien et réparations	(243 136)	(381 394)
Primes d'assurances	(119 489)	(110 485)
Autres services extérieurs	(345 673)	(398 574)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(902 024)	(1 063 905)
Publicité, publications, relations publiques	(1 286 878)	(28 968)
Transport	(164 341)	(32 390)
Déplacements, missions et réceptions	(57 651)	(65 323)
Frais postaux et frais de télécommunications	(13 513)	(11 916)
Frais bancaires	(44 855)	(28 480)
Autres charges externes	(1 543 283)	(2 707 123)
Autres charges	(124 589)	(218 246)
Charges externes	(10 155 572)	(9 223 436)

NB : les frais des augmentations de capital intervenues en 2021 ont été comptablement imputés en transfert de charges. Cependant, dans le tableau ci-dessus, ils ont été déduits des charges externes, comme les exercices précédents.

Annexe 12. Impôts et taxes

Libellé	2021	2020
Impôts et taxes sur rémunérations	(45 517)	(41 184)
Autres impôts et taxes	(1 880)	(13 348)
Impôts et taxes	(47 396)	(54 532)

Annexe 13. Charges de personnel

Libellé	2021	2020
Rémunérations du personnel	(2 892 801)	(2 976 594)
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	(1 164 311)	(1 061 213)
Autres charges de personnel	(33 486)	(19 843)
Charges de personnel	(4 090 598)	(4 057 650)

Annexe 14. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Libellé	2021	2020
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. incorporelles	(33 476)	(106 215)
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. corporelles	(1 082 464)	(3 173 171)
Dotations pour dépr. des actifs circulants	(900 528)	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(2 016 468)	(3 279 386)

Annexe 15. Produits financiers

Libellé	2021	2020
Revenus des créances rattachées à des participations	20	21
Rep./Dépr. sur actifs financiers	4 221	59 303
Gains de change sur opérations financières	10 390	1 279
Autres produits financiers	12 857	1 717
Produits financiers	27 489	62 320

Annexe 16. Charges financières

Libellé	2021	2020
Charges d'intérêts	(114 546)	(198 511)
Pertes sur créances financières et VMP		(262)
Pertes de change sur opérations financières	(11 132)	(5 264)
Dot. dépr. sur actifs financiers	(67 809)	(42 183)
Annulation dotations pour dépréciation titres - groupe	35 000	
Charges financières	(158 487)	(246 219)

Annexe 17. Produits exceptionnels

Libellé	2021	2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	99 650	
Produits excep. s/ exercices antérieurs	36 341	129 479
Produits de cession d'immo. corp.	3 500	
Subv. invest. virées au résultat, de l'ex.	42 500	
Autres produits exceptionnels	5 983	235 451
Rep. sur provisions à caractère exceptionnel	100 000	
Produits exceptionnels	287 973	364 930

Annexe 18. Charges exceptionnelles

Libellé	2021	2020
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(67 291)	
Charges excep. sur exercices antérieurs	(50 787)	(37 146)
VNC des immo. incorp. cédées		(18 687)
VNC des immo. corp. cédées	(39 066)	
Autres charges exceptionnelles	(132 464)	(43 144)
Dot. aux provisions à caractère exceptionnel		(100 000)
Dot. excep./Dépr. actif circulant		(99 650)
Charges exceptionnelles	(289 608)	(298 627)

Annexe 19. Charges d'impôts

Libellé	2021	2020
Impôt sur les bénéfices	(27 936)	
C.I.R	1 735 470	2 264 133
Charges d'impôts	1 707 534	2 264 133

La société a engagé au cours de période des dépenses nettes de subventions consommées rentrant dans le champ d'application du Crédit d'Impôt Recherche pour un montant de 5 785 k€, générant un Crédit d'Impôt Recherche d'un montant s'élevant à 1 735 k€.

Autres Informations

Effectifs

Au 31 décembre 2021, l'effectif moyen des sociétés consolidées se compose de 44,8 personnes.

Engagements hors-bilan

Engagement donnés	2021
Nantissement de fonds de commerce	185
Nantissement sur matériel	
Nantissement sur créances	117
Nantissement sur titres	
Total	302

Engagement reçus	2021
Total	0

Rémunérations des commissaires aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes relatifs aux prestations de l'exercice se décomposent de la façon suivante :

- dus au titre de la mission légale : 37,6 k€ HT
- dus au titre des Services autres que la certification des comptes : 18k€ HT

Rémunération des dirigeants

Cette information conduirait à mentionner des éléments confidentiels.

Capital social

Au 31 décembre 2021, il est composé de 14 865 693 actions de 0,05 €, soit un total de 743 284,65€